

Informationsblatt

N°90 -2008

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem



Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi 30 mai 2008
11	Gemeinderatssitzung Sanem vom 30. Mai 2008 Johny Diels ersetzt Guy Anen im Gemeinderat
16	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi 13 juin 2008
22	Gemeinderatssitzung Sanem vom 13. Juni 2008 Zwischen Raumvision und Realität

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 67
e-mail mail.commune@ac.sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREATIONS

Textes allemands et photos: **Civitas**
PSA
Pascal Hansen

Textes français: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 30 mai 2008

date de l'annonce publique:	23 mai 2008
date de la convocation des conseillers:	23 mai 2008
début:	08h00
fin:	11h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Conter Raymond,
M. Diels Johny, M. Goelhausen Marco, M. Hoffmann Armand, M. Lorang Mike,
Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar,
Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Sunnen Fred,
M. Theisen Luc, secrétaire communal.

Absent(s) excusé(s):

M. Schroeder Nico.

Madame Reuter-Bauler Carine a quitté la séance après le vote du point 9.4.

Monsieur José Piscitelli n'a pas pris part au vote du point 10.

Monsieur José Piscitelli n'a pas pris part au vote des points 12-17.

Premier votant:

M. Diels Johny

Le collège échevinal demande au conseil communal de bien vouloir approuver l'ajout des points suivants à l'ordre du jour de la séance du 30 mai 2008:

14.1. Modification de la composition des commissions consultatives.

Vote unanime



Ordre du jour

1. Assermentation de Monsieur Johny Diels comme conseiller de la commune de Sanem.
2. Correspondance et Informations.

3. Rapports à approuver.

Le conseil communal,

Vu les rapports des séances du 21 février 2008 et du 17 mars 2008 présentés par le secrétaire communal;

à l'unanimité des voix, décide d'approuver les rapports des séances du 21 février 2008 et du 17 mars 2008.

Vote unanime

PROJETS

4. Construction d'un centre de secours pour les besoins du service d'incendie communal et le service de secours de la protection civile. Projet définitif détaillé: 6.873.922,26 € (4/0340/2123/001)

Vote unanime

5. Aménagement d'une nouvelle aire de jeux dans la cour de récréation de l'école à Ehlerange. Projet définitif détaillé et crédit: 98.620 € (4/0420/2123/035)

Vote unanime

6. Installation de barrières et modification du contrôle d'accès à distance au service technique dans la rue de l'Usine à Belvaux. Projet définitif détaillé: 29.500 € (4/0134/2123/012)

Vote unanime

7. Acquisition de véhicules automoteurs pour les besoins du service jardinage; équipements de fauchage, transports et d'arrosage. Projet définitif détaillé: 29.000 € (4/1212/2231/001)

Vote unanime

8. Fourniture d'une caméra de chaleur pour les besoins des services de secours de la Commune de Sanem. Projet estimatif détaillé: 13.000 € (4/0340/2241/001)

Vote unanime

FINANCES

9. Ajustement de diverses taxes communales:

9.1. Adaptation du règlement-taxe concernant la gestion des déchets

Le Conseil Communal

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu le règlement communal concernant la gestion des déchets approuvé en

date du 26 juillet 2002 par le conseil communal et le 8 août 2002 par l'Autorité Supérieure sous le numéro 307/02/cr;

Vu le règlement-taxe concernant l'enlèvement des ordures approuvé en date du 26 avril 2006 par le conseil communal et le 29 mai 2006 par l'Autorité Supérieure;

Vu qu'une analyse du coût de revient concernant l'enlèvement des déchets a été réalisée par un conseiller en matière financière externe;

Considérant que le collège échevinal propose une augmentation de la «taxe de base annuelle» ainsi que de la «taxe par vidage» à partir du 1^{er} juillet 2008 afin de se rapprocher du principe du pollueur-payeur et propose par ainsi de modifier les articles 1 et 13 du prédit règlement taxe;

décide d'approuver le règlement-taxe suivant:

Art. 1: Déchets (Ordures ménagères et assimilées)

Poubelle (grise)	Taxe de base annuelle par utilisateur raccordé	Taxe par vidage
80 l	158,00 €	3,00 €
120 l	158,00 €	4,50 €
360 l	158,00 €	13,50 €
Sac-poubelle 50 l		3,00 €
Nettoyage de la poubelle (en cas de déménagement si besoin)	5,- €	A retenir sur la caution

système de fermeture (Kippschloss) 25,- € par système (fourniture et montage)

Art. 2a: Caution

Caution forfaitaire 50,- € (remboursable)

(pour la mise à la disposition des récipients pour les déchets, les déchets organiques, le papier et le verre)

Art. 2b: Prix des récipients supplémentaires

Poubelle 120 l	25,- €
Poubelle 240 l	30,- €
Poub. Verre 40 l	25,- €

Art. 3: Déchets organiques

Taxe intégrée dans la taxe des déchets.

Art. 4: Déchets encombrants et ferraille

Taxe intégrée dans la taxe des déchets.

Art. 5: Coupes d'arbres et d'arbustes

Taxe intégrée dans la taxe des déchets.

Art. 6: Papier et carton

Taxe intégrée dans la taxe des déchets.

Art. 7: Verre

Taxe intégrée dans la taxe des déchets.

Art.8: Appareils électriques ou électroniques

Taxe d'enlèvement de 2,50 € / appareil.

Art. 9: Enlèvement de dépôts

En cas d'identification, l'enlèvement de dépôts de déchets illégaux sur le territoire communal sera facturé à raison de 50,- €/m³ (taxe minimale), nonobstant des frais et amendes découlant d'éventuelles poursuites judiciaires.

Art. 10

Le recouvrement des taxes pour l'enlèvement des déchets se fait semestriellement, ensemble avec celui des taxes d'eau et de canalisation.

Art. 11

Le recouvrement de toutes les autres taxes susmentionnées se fait en principe au courant du mois suivant la sollicitation du ou des services en question.

Art. 12

Toutes les dispositions de règlements communaux antérieurs, contraires au texte du présent règlement, sont abrogées.

Art. 13

Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2008.

Vote(s) positif(s): 8 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Conter Raymond, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert	Vote(s) négatif(s): 6 Diels Johny, Hoffmann Armand, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Sunnen Fred
--	--

9.2. Adaptations des taxes relatives à la fourniture d'eau potable

Le Conseil Communal

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la taxe eau approuvée en date du 13 mars 2006 par le conseil communal et le 04 avril 2006 par l'Autorité Supérieure;

Vu les taxes concernant la location des compteurs d'eau potable approuvées en date du 23 juillet 2004 par le conseil communal et le 13 septembre 2004 par l'Autorité Supérieure;

Vu qu'une analyse du coût de revient concernant la fourniture d'eau potable a été réalisée par un conseiller en matière financière externe qui conclut que le prix de revient de l'eau s'élèvera en 2010 à 2,50 € ttc/m³;

Considérant que le collège échevinal propose une augmentation de la taxe eau par étape afin de se rapprocher du principe du pollueur-payeur et de se conformer à la directive européenne qui prévoit l'équilibre financier du service en 2010;

décide de fixer

- a) la taxe d'eau unique à 2,24 € ttc/m³ à partir du 1^{er} octobre 2008
- b) la taxe d'eau unique à 2,50 € ttc/m³ à partir du 1^{er} juillet 2009
- c) la taxe de location des compteurs à partir du 1^{er} octobre 2008 comme suit:

QN 2,5	8,00 € ttc/semestre
QN 6	13,00 € ttc/semestre
QN 10	18,00 € ttc/semestre
QN 15	180,00 € ttc/semestre
QN 40	190,00 € ttc/semestre

Vote(s) positif(s): 8 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Conter Raymond, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert	Vote(s) négatif(s): 6 Diels Johny, Hoffmann Armand, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Sunnen Fred
--	--

9.3. Adaptation de la taxe d'évacuation et d'épuration des eaux usées

Le Conseil Communal

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la taxe de canalisation approuvée en date du 13 mars 2006 par le conseil communal et le 04 avril 2006 par l'Autorité Supérieure;

Considérant que le collège échevinal propose une augmentation de la taxe de canalisation à partir du 1^{er} octobre 2008 afin de se rapprocher du principe du pollueur-payeur;

Vu la proposition du syndicat SIACH d'harmoniser les taxes d'assainissement des communes du bassin de la Chiers;

décide de fixer la taxe d'évacuation et d'épuration des eaux usées à 1,22 € ttc/m³ à partir du 1^{er} octobre 2008.

Vote(s) positif(s): 8 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Conter Raymond, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert	Vote(s) négatif(s): 6 Diels Johny, Hoffmann Armand, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Sunnen Fred
--	--

4. Adaptation du prix de pension du CIPA à Soleuvre

Le Conseil Communal

Vu la modification des prix de pension du Centre Intégré pour Personnes Agées à Soleuvre votée au conseil communal en date du 29 novembre 2006 et approuvée par l'Autorité Supérieure en date du 18 décembre 2006;

Vu qu'une analyse de la tarification du Centre Intégré pour Personnes Agées a été réalisée par un conseiller en matière financière externe;

Considérant que le collège échevinal propose une augmentation du prix de pension afin de réduire le résultat ordinaire négatif concernant le service proposé;

décide d'adapter les prix de pension du CIPA comme suit:

à partir du 1^{er} septembre 2008:

- chambre individuelle: 1.892,50 €
- chambre double: 3.406,50 €
- lit de vacances: 66,80 € /jour

à partir du 1^{er} septembre 2009:

- chambre individuelle: 2.042,50 €
- chambre double: 3.676,50 €
- lit de vacances: 72,10 € /jour

Vote(s) positif(s): 8

Asselborn-Bintz Simone,
Cecchetti Myriam, Conter Raymond,
Engel Georges, Goelhausen Marco,
Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar,
Rings Robert,

Vote(s) négatif(s): 5

Diels Johny, Hoffmann Armand,
Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie,
Reuter-Bauler Carine, Sunnen Fred

PERSONNEL - ADMINISTRATION

10. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal au secrétariat communal.

Vote unanime

PERSONNEL - MAISON RELAIS

11. Création d'un poste d'assistant social, respectivement d'hygiène social, m/f, à mi-temps et à durée déterminée pour 24 mois, sous le statut de l'employé privé bénéficiant du CCT SAS, carrière PS1, à la Maison Relais Sanem.

Vote unanime

PERSONNEL - CIPA

12. Création d'un poste d'infirmier m/f à plein temps et à durée indéterminée au CIPA de Soleuvre, sous le statut de l'employé privé bénéficiant du CCT SAS, carrière PS4.

Vote unanime

DIVERS

13. Règlements de circulation.

a) Approbation de règlements d'urgence.

Approbation d'un règlement temporaire pris d'urgence par le collège échevinal dans sa séance du 21 mai 2008:

Règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à:
Sanem, rue de Limpach (CV)

Le Collège échevinal,

Vu les travaux de raccordement aux différents réseaux des maisons n°8b - 8d rue de Limpach à Sanem;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu que la présente réglementation est prise d'urgence conformément à l'article 58 de la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu l'information tardive du début des travaux en date du 21 mai 2008;

à l'unanimité des voix, décide d'émettre le règlement temporaire d'urgence de la circulation suivant et prie l'autorité supérieure de bien vouloir en prendre connaissance:

Rue de Limpach (CV)

- Contournement obligatoire D2; à la hauteur des travaux
- Priorité à la circulation venant en sens inverse B5; selon besoins du chantier
- Priorité par rapport à la circulation venant en sens inverse B6; selon besoins du chantier
- Stationnement interdit C18: des deux côtés de la rue (entre les maisons n°8 - n°10)

Le présent règlement n° U08_021 est valable à partir du mercredi 21 mai 2008 jusqu'à la fin des travaux (durée prévue 2 semaines) prolongation.

Vote unanime

14. Questions et divers.

14.1. Modification de la composition des commissions consultatives.

Commission des finances:

1. Démission de M. Guy Anen (CSV) comme membre effectif
2. Nomination de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) comme membre effectif

Commission des sports:

1. Démission de M. Paulo Medeiros (CSV) comme membre effectif
2. Nomination de M. Jean François Vedie (CSV) comme membre effectif
3. Nomination de M. Johny Reuter (CSV) comme membre suppléant

Commission de l'égalité des chances:

1. Démission de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) comme membre effectif
2. Nomination de M. Mario Huberty (CSV) comme membre effectif

Vote unanime

SÉANCE À HUIS CLOS

PERSONNEL - ENSEIGNEMENT

- 15.1. Approbation de la demande de départ à la retraite de la dame Nicole MARSON-CHRISTOPHE, institutrice de l'enseignement préscolaire, avec effet au 1^{er} octobre 2008.

Démission accordée.

2. Approbation de la demande de la dame SCHLECK-BATTING Joëlle, institutrice de l'enseignement primaire, pour annuler son congé sans traitement à partir de la rentrée scolaire 2008/2009.

Annulation du congé sans traitement accordée et augmentation de la tâche à 100%.

PERSONNEL - ADMINISTRATION

16. Démission de la dame Manuela DURRER, rédactrice au secrétariat communal, avec effet au 1^{er} juillet 2008.

Démission accordée.

PERSONNEL - CIPA

17. Augmentation de 50% à 100% de la tâche de la dame DE RON Myriam, infirmière à mi-temps et à durée indéterminée au CIPA de Soleuvre sous le statut de l'employé privé bénéficiant du CCT SAS, carrière PS4.

Augmentation de tâche approuvée.

INDIGENAT

18. Options et naturalisations.

Avis favorable

Gemeinderatssitzung Sanem vom 30. Mai 2008

Johny Diels ersetzt Guy Anen im Gemeinderat

Die Anpassung der Wasser-, Abwasser und Müllgebühren war Kernthema der Gemeinderatssitzung vom 30. Mai 2008. Gegen die Stimmen von CSV und DP wurde die aus Sicht der LSAP und Déi Gréng dringend notwendige Anpassung der Gebühren schließlich beschlossen.

BELES

Mit der Ernennung eines neuen Gemeinderatsmitglieds wurde die Sitzung, bei der Nico Schroeder (ADR) entschuldigt abwesend war, eröffnet. Für CSV-Rat Guy Anen, der im nicht-öffentlichen Teil der vergangenen Sitzung seinen Rücktritt bekannt gegeben hatte, trat jetzt Johny Diels die Nachfolge an. Vereidigt von Bürgermeister Georges Engel (LSAP), der die „faire und konstruktive Zusammenarbeit“ mit dem ausgeschiedenen Ratsmitglied Guy Anen hervorhob, kündigte dessen Nachfolger an, sich „voll und ganz im Sinn der Gemeinde und der Bürger einzusetzen“. Er wolle sich vor allem bei sozialen Themen engagieren, erklärte das neue CSV-Ratsmitglied, das bereits in der Vergangenheit im Gemeinde- sowie im Schöffenrat tätig war.

NEUES EINSATZZENTRUM AB 2011

Es folgte eine Information des Bürgermeisters im Zusammenhang mit der Umsetzung des Belval-Großprojektes. Hier sei die Zusammenarbeit mit einem beratenden



Johny Diels wird fortan
Guy Anen auf der CSV-Bank ersetzen.

Unternehmen angestrebt, um damit die Position der Gemeinde Sanem in dem Vorhaben deutlicher hervorzuheben, erklärte Georges Engel, bevor mit Tagesordnungspunkt 4 das erste Bauprojekt zur Abstimmung vorgelegt wurde. Dabei handelte es sich um den Bau des neuen Interventionszentrums in Zolwer-Scheuerhof, in dem nach Fertigstellung die kommunale Feuerwehr, der Zivilschutz sowie die nationale Strahlenschutzabteilung untergebracht werden sollen. Hier informierte ein Mitarbeiter des für die Planung beauftragten Architekten über den „relativ einfach“ konzipierten Gebäudekomplex.



Anfang 2011 könnte das geplante Einsatzzentrum bezugsfertig sein.

Über die Notwendigkeit der Einrichtung sei schon viel gesprochen worden, meinte dazu der Bürgermeister, der deshalb abschließend – nachdem zunächst eine technische Frage des DP-Rats Armand Hoffmann beantwortet wurde – erklärte, dass eine Erweiterung der Einrichtung auch später noch grundsätzlich möglich sei. Mit dem Bau begonnen werde im Mai/April 2009 erklärte der Architekt auf Anfrage des Schöffen Robert Rings (Déi Gréng), und spätestens Anfang 2011 sollen die Arbeiten abgeschlossen sein.

Einstimmig beschloss der Rat schließlich die Umsetzung des rund 6,8 Millionen Euro teuren Projekts, von dem insgesamt rund 5,5 Millionen Euro vom Staat übernommen werden.

PILOTPROJEKT „KINDERFREUNDLICHER SCHULHOF“

Als nächstes stand das neue Pausenhof-Konzept der Ehleringer Schule auf dem Programm. Es handele sich dabei nicht einfach um einen Spielplatz, sondern um das Pilotprojekt „Kinderfreundlicher Schulhof“, hinter dem ein ausgearbeitetes Konzept stehe, erklärte dazu LSAP-Schöffe Marco Goelhausen, bevor er das Projekt im Detail präsentierte. Zukünftig soll der Schulhof aus drei Bereichen bestehen: einem Spielplatz, einem Ruhebereich sowie einem Areal für Natur-Entdeckungen. Grundlage der Planungen waren Ideen, die von Eltern, Schülern und Lehrern in das Projekt eingebracht worden waren.

Aus Platz- und Sicherheitsgründen seien zwar letztlich nicht alle Vorschläge in die Planung eingeflossen, sagte Marco Goelhausen, aber dennoch hätten alle Beteiligten einen Konsens gefunden. „Und die Ideen, die hier nicht umgesetzt werden können, sind nicht verloren, sondern werden vielleicht in anderen Projekten verwirklicht“, fügte der Schöffe hinzu.

Von einem Projekt, „in dem partizipierende Demokratie gelebt wird“, sprach Bürgermeister Georges Engel angesichts der Beteiligung von Kindern und Eltern. Zwar seien die 98.620 Euro, die hier in das Vorhaben investiert würden, für einen Schulhof sehr viel Geld, doch bekämen Kinder einen ganz anderen Bezug zum Wert eines solchen Angebots, wenn sie selbst an der Umsetzung beteiligt seien.



Die Kinder sind selbst an der Umsetzung „ihres“ neuen Schulhofes beteiligt.

Auf die Frage der LSAP-Rätin Simone Asselborn-Bintz, ob denn der Hof außerhalb der Schulzeiten von älteren Kindern genutzt werden könne, erklärte Marco Goelhausen, dass eine Mitbenutzung durch ältere Kinder durchaus ermöglicht sei. Es habe bereits Gespräche mit den Mitgliedern des dort ansässigen Jugendclubs gegeben, in denen auf die damit verbundene Verantwortung für die Jugendlichen hingewiesen worden sei. Fraktionskollege Raymond Conter legte in diesem Zusammenhang auch Wert darauf, dass ein Befahren des Schulhofs mit Kraftfahrzeugen nicht genehmigt werden dürfe, worauf Marco Goelhausen erklärte, dass dies ohnehin – außer in Nottfällen – technisch nicht möglich sei.

Als Präsident der Schulkommission begrüße er das Vorhaben sehr, sagte Schöffe Robert Rings und verwies auf die Bedeutung von Abenteuerspielplätzen für die Kindesentwicklung. Ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung genehmigte der Rat das Projekt, ebenso wie im Anschluss daran die Errichtung einer Schrankenanlage für die technische Abteilung in der Beleser „rue de l’Usine“ für 29.500 Euro, sowie den Kauf von Zusatzgeräten für den neuen Traktor im Wert von 29.000 Euro.



29.500 € wird die neue Schrankenanlage für die technischen Dienste kosten.

Ebenfalls einstimmig angenommen wurde der Kauf einer Wärmebildkamera für die Feuerwehr für 13.000 Euro.

Diese spezielle Kamera diene dazu, in einer Notsituation Menschen in einem Gebäude auffindig zu machen, erklärte der Bürgermeister. Außerdem könne mit einem Zusatzmodul, die Wärmebildkamera auch dazu verwendet werden, Gebäude auf deren Isolierung hin zu prüfen.

UMSTRITTENE GEBÜHRENANPASSUNG

Vorerst Schluss mit der Einigkeit im Rat war es, als im Anschluss der Tagesordnungspunkt 9 und damit die Erhöhung der Wasser-, Kanal- und Müllgebühren, sowie die Anpassung der Unterbringungskosten im CIPA, zur Debatte standen. „Taxenerhöhungen sind natürlich

nicht populär“, leitete Georges Engel das heikle Thema ein, doch habe man es sich bei den Novellierungen auch nicht einfach gemacht. „Es wird zwar alles teurer, dessen sind wir uns bewusst“, sagte der Bürgermeister, „aber schließlich muss ja auch die Gemeinde über die Runden kommen.“ Aufgrund der Analyse eines unabhängigen Beratungsunternehmens, die von drei anwesenden Mitarbeitern präsentiert wurde, ging es nun darum, der Anpassung der Wasserkosten auf 2,24 Euro ab Oktober 2008 sowie 2,50 Euro ab Juli 2009, der Anpassung der Abwassergebühren auf 1,22 Euro im Oktober 2008, sowie der Anpassung der Müllgebühren ab Juli 2008, zuzustimmen. Für die 80-Liter-Tonne sind 3 Euro, für die 120-Liter-Tonne 4,50 Euro und für die 360-Liter-Tonne 13,50 Euro pro Leerung vorgesehen, während die Grundgebühr für alle drei Tonnengrößen bei 158 Euro jährlich liegen soll.

Im CIPA sollen die monatlichen Kosten pro Einzelzimmer-Versorgung ab September 2008 auf zunächst 1892,50 Euro und ab September 2009 auf 2042 Euro angehoben werden und damit rund 280 Euro höher liegen als bisher.

Während laut Studie die Gebühren in allen Bereichen noch höher sein müssten, damit die Gemeinde hier kostendeckend wirtschaften könne, zeigte sich der CSV-Rat Fred Sunnen keineswegs einverstanden mit der geplanten Erhöhung. So kritisierte er zum einen das Ergebnis, sowie die Notwendigkeit der Studie, und verwies zum anderen auf die Empfehlung des Wirtschaftsministers Jeannot Krecké, vor dem Hintergrund der allgemeinen Inflation auf Anhebungen der kommunalen Gebühren vorerst zu verzichten. „Es ist technisch und politisch falsch, die Preiserhöhung jetzt durch zu führen“, sagte Fred Sunnen. Mit den geplanten Erhöhungen kämen auf eine Familie mit zwei Kindern rund 330 Euro Mehrkosten pro Jahr hinzu, ergänzte hier Johny Diels.

Die CSV-Rätin Carine Reuter-Bauler bemängelte vor allem die beabsichtigte Gebührenerhöhung im Seniorenheim. „Es sieht für uns so aus, dass CIPA-Pensionäre für die administrativen Fehler der Vergangenheit aufkommen müssen“, sagte sie.

Armand Hoffmann meinte dazu, er könne sich nicht mit einer Erhöhung der CIPA-Preise abfinden, solange nicht die Auswirkungen der jüngsten Personaländerungen erkennbar seien. Zudem verwies auch der DP-Rat auf die Empfehlung des Wirtschaftsministers.

NOTWENDIGES GELD FÜR SOZIALPOLITIK

„Wir haben unter Fred Sunnen als Bürgermeister über Gebühren abgestimmt, ohne dass eine Analyse vorgelegen hat“, erklärte Georges Engel und zeigte sich überrascht, dass ausgerechnet jetzt, wo eine Studie auf Grundlage von Fakten vorliege, eine notwendige Erhöhung der Taxen abgelehnt werde. Letztlich sei die Vorlage doch auch so in der Sitzung der Finanzkommission präsentiert worden, der ja schließlich auch Vertreter der CSV angehörten, ergänzte der Bürgermeister. Was die Empfehlung des Finanzministers betreffe, so könne es doch nicht sein, dass ausgerechnet die Gemeinden darunter zu leiden hätten, „die sich in der Vergangenheit dagegen gesträubt haben, die Gebühren anzuheben“, sagte Georges Engel.

„Das sind nun mal blanke Zahlen, die uns da präsentiert wurden“, rechtfertigte auch das LSAP-Mitglied José Piscitelli die Studie, und wenn hier nicht eine Taxen-Erhöhung beschlossen werde, „dann können wir all die anderen großen Projekte vergessen.“ Dem schloss sich auch Parteikollege Raymond Conter an: „Was wir hier machen, ist doch in den meisten der anderen Gemeinden schon längst passiert.“



Für eine Anhebung plädierte auch Robert Rings. „Wir brauchen das Geld, um eine gute Sozialpolitik zu leisten“, sagte der Schöffe, und zudem sei es für die Mehrzahl der Bürger kein Problem, pro Person monatlich sieben Euro mehr zu bezahlen.

Vergessen wir in diesem Zusammenhang nicht, dass vor 2 Jahren seitens der Gemeinde eine finanzielle Unterstützung geschaffen wurde, um den Taxen-erhöhungen entgegen zu wirken, und es einkommensschwachen Familien zu ermöglichen, die Mehrausgaben besser zu verkraften. Dieser Beitrag wurde seit 2006 fast verdoppelt (2007 zahlte die Gemeinde 118.000 € aus). Somit kommen nun weitaus mehr Bürger in den Genuss der Beihilfe. Demnach ist eine sozial angepasste Unterstützung durch die Gemeinde gewährleistet.

Um zu verdeutlichen, wie unterschiedlich viel der Liter Trinkwasser kostet, je nach dem, wo er gekauft wird, verglich Bürgermeister Georges Engel zum Abschluss der Diskussion die Preise: Für 2,50 Euro bekomme der Bürger von der Gemeinde 1.000 Liter Trinkwasser frei Haus geliefert, für den gleichen Preis im Supermarkt gerade mal



Ganze 2,50 € werden 1.000 Liter Trinkwasser fortan in der Gemeinde Sanem kosten. Für dasselbe Geld kriegt man im Supermarkt gerade mal sechs Liter Mineralwasser und im Restaurant sogar nur 0,2 Liter.

sechs Liter und im Restaurant sogar nur 0,2 Liter. Optisch veranschaulicht wurde dieser Vergleich im Treppenhaus des Rathauses, wo die drei unterschiedlichen Wassermengen nebeneinander positioniert wurden.

Mit den sechs Gegenstimmen der CSV-Fraktion und des DP-Rates wurden die geplanten Erhöhungen in den vier Bereichen mit den Stimmen von LSAP und Déi Gréng beschlossen.

Johny Diels regte im Anschluss an die Abstimmungen noch an, für das Ablesen der Wasserzähler beispielsweise Studenten einzusetzen, um hier Personalkosten zu sparen. „Es gibt Bereiche, wo wir sehr sensibel sein müssen und wo wir uns keine Unzuverlässigkeit leisten können“, sagte daraufhin Robert Rings. Es gebe mit Sicherheit Alternativen, aber man sei hier nicht bereit für Experimente.

Vergleichsweise schnell wurden dann zum Ende der knapp drei Stunden dauernden öffentlichen Sitzung die vom Personalschöffen Marco Goelhausen vorgetragene Personalangelegenheiten behandelt. So wurde einstimmig die Schaffung eines Halbtagspostens im Sekretariat der Verwaltung beschlossen. Ebenfalls genehmigt wurde die auf zwei Jahre befristete Stelle eines Sozial-Assistenten. Damit soll zukünftig die Zusammenarbeit der sozialen Einrichtungen besser koordiniert werden. Des Weiteren wurde mit Zustimmung des Rates eine neue Krankenpfleger-Halbtagsstelle im CIPA genehmigt. Abschließend wurden schließlich Neubesetzungen in den einzelnen Kommissionen bestätigt, bevor der Rat zum nicht-öffentlichen Teil der Sitzung überging. Hier standen weitere Personalangelegenheiten sowie Optionen und Einbürgerungsgesuche auf der Tagesordnung.

STELLUNGNAHM ZU DEN TAXEN-ERHÉIGUNGEN

ARMAND HOFFMANN FIR D' DP

Bieles, den 28. Mee 2008

Zum Waasser - an Kanalpreis: Kénnt Dir de Matbierger de Prix de revient fum Wasser soen? Wiewill m³ Wasser

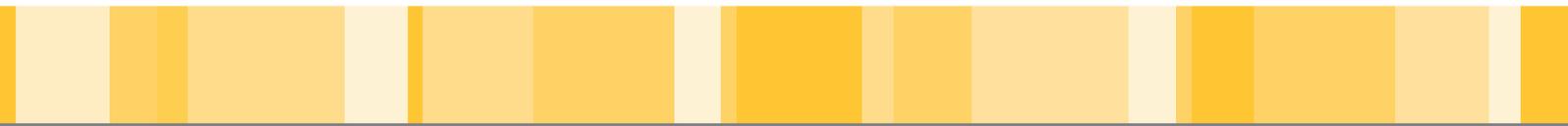
kréien mir fun Käerch (SES) geliwert an wivill verrechne mir de Privat-Leit, wivill der Industrie, dobei gëtt es jo och fill an eise Gemengenheiser (Schoulen a.s.w.) bei Übungen fun de Pompjéen, verbraucht.

Ech gesi jo gelegentlech dat eisen Schlesserbetrieb d'Wassemetz kontrolléiert, an eis Fuiten gin jo och gefleckt. No eisem Energie-Konzept, dat mer den 21. Februar 2000 gestëmmt hun, hun ech bis haut nach kén Écho krit wivill mir selwer verbrauchen.

Ech gif virschloen bis mir all Parameteren fun den Ufalende Käschten beim Waaser an och beim Ofwasser virleien hun dann eréischt eis Gedanken ze machen iwer de Preis dén eis Matbieger müssen droen. Do as jo och nach dé Preis wat eist Ofwasser ugèt; Mir pompelen jo eist Kanalwasser ob Schëffieng an op Pàiteng an Kläranlag an bezuelen och do eis "taxe de rejet", wat mer och Redevencen nennen Wéi as èt mat déne Gemengen lanscht Musel, do as jo bis haut nach keng Kläranlag. Eisen Wirtschafts-Minister an elo den Här Staats-Minister bei der Lag fun der Natioun hun gemengt dëse Moment sollen Gemengen keng Erhéigong fun dénen Taxen firhuelen bis d'Finanz-situatioun fun de Gemengen geklärt as an fir domadder d'Inflatioun weider unzeheizen. Èt war gesôt gin bei déer lèschter Upassung dat an Zukunft mer eis dem Index giffen upassen; déi nächst Index-Upassung as fir den 1.01.2010 firgesin. Also müssen mir och mat eisen Upassungen bis dann warden. Ech kann eng Erhéigong dofir nèt matstëmmen.

Zum Preis fun dem CIPA: - Ech kann mech nèt gudd mat enger Erhéigong fun de Preiser an eisem CIPA ofgin bis ech all di nei Donnéen kréien déi no dénen lèschten Personal-Ännerongen, wéi se firun kurzem geschidd sin, hir Frîchten droen, woubei ech hoffen dat di nei Bewertung, wat Pflegeversécherong fun eisen Hausbewunner ugèet, eis bekannt sin. Wann mir déi Augmentatiounen firhuelen, déi dir virschlot wéisst ech gèren wivill behalen d'Leit nach fun hirer Rent? (Èt waren jo 10.000 fr. déi se sollten behalen) An wéi gèt èt mat déne Leit di manner Rent hun? Sprengt do de Fonds National de Solidarité an?

Preis fun de Poubellen: do gëllt och d'Upassung fum Index wéi schons fir drun gesôt, an ech kann am Moment kenger Augmentatioun beistëmmen.




Procès-verbal des votes

Du Conseil Communal de Sanem
De la séance publique
Du vendredi, 13 juin 2008

date de l'annonce publique:	6 juin 2008
date de la convocation des conseillers:	6 juin 2008
début:	08h00
fin:	10h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Conter Raymond,
M. Goelhausen Marco, M. Hoffmann Armand, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler
Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler
Carine, M. Rings Robert, M. Schroeder Nico, M. Sunnen Fred,
M. Theisen Luc, secrétaire communal.

Absent(s) excusé(s):

M. Diels Johny

Monsieur Lorang Mike n'a pas pris part au vote du point 5.

Premier votant:

Mme Asselborn-Bintz Simone

Assermentation de Madame Norma Lemaire et de Monsieur Romain Jungers comme fonctionnaires de la commune de Sanem.

Le collège échevinal demande au conseil communal de bien vouloir approuver l'ajout du point suivant à l'ordre du jour de la séance du 13 juin 2008:

20. Options et naturalisations.

Vote unanime



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations.
2. Présentation du projet 'Raumvision'.

PROJETS

3. Remise en état des circuits de chauffe et de l'installation électrique de la chaufferie dans la mairie à Belvaux. Projet définitif détaillé et crédit: 40.000 € (4/0112/2123/002)

Vote unanime

4. Transformation d'un étang en aire de jeux au foyer 'Kannerbuerg' à Soleuvre pour enfants de moins d'un an. Projet définitif détaillé et crédit: 74.750 € (4/0631/2163/001)

Vote unanime

FINANCES

5. Modification budgétaire de 25.000 € pour la transformation de la maison numéro 12 de la rue de France à Belvaux en maison relais pour enfants. (article budgétaire: 4/0613/2123/010)

Vote(s) positif(s): 8	Vote(s) négatif(s): 5
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Conter Raymond, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, M. Rings Robert	Hoffmann Armand, Morgenthaler Nathalie, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schroeder Nico, M. Sunnen Fred

6. Subsidés à accorder à diverses sociétés.

Nom	Objet	Montant accordé
Fondatioun Kriibskrank Kanner	aide financière pour aire de jeux	0,00 €
Service Krank Kanner Doheem		25,00/jour x 10 = 250,00 €
Velo-Union Esch	59 ^e flèche du Sud	125,00 €
Parkinson Luxembourg		75,00 €
Union Grand-Duc Adolphe	145 ^e anniversaire	0,00 €
Militello Diego	exposition Strasbourg	0,00 €
Entente des sociétés Belvaux	frais téléphone 2006 et 2007	abonnements 2006 + 2007 = 441,60 €

Vote unanime

7. Approbation de divers décomptes.

Objet	Article	Devis	Dépenses
4/0134/2123/004	Equipements pour magasin années 2002-2005	164.725,00	76.264,8
4/0420/2123/023	Démolition école Cité Kaufmann	69.840,00	308,00
4/0632/2123/002	Construction Chalet Scouts Sanem	subside	428.000,00
4/0720/2001/003	Plan de développement urbain	247.893,52	350.577,44
4/0733/2001/001	Mise à jour étude réseau canalisation 2004-2007	frais d'études	25.985,52
4/0733/2001/002	Etude hydraulique réseau d'assainissement 1999-2006	279.871,79	247.611,37
4/0733/2143/002	Canalisation rue de la Croix Soleuvre	653.400,00	474.303,56
4/0733/2143/022	Canalisation du Chemin Rouge entre la rue de l'Electricité et la rue Jean l'Aveugle à Belvaux	519.656,26	508.383,57
4/0733/2143/032	Canalisation rue Emile Mayrisch Soleuvre	747.500,00	470.684,75
4/0740/2004/003	Surveillance à distance réservoirs eau et stations hydrophores	160.000,00	158.439,63
4/0740/2143/038	Travaux investissement réseau 2006	210.000,00	266.750,40
4/0740/2143/039	Conduite d'eau rue Emile Mayrisch Soleuvre	402.500,00	207.764,00
4/0740/2143/043	Préfinancement Sudgaz Cité Tornaco Eau Potable	90.000,00	84.256,48
4/0740/2143/044	Préfinancement Sudgaz Réaménagement rue du Stade Belvaux	135.000,00	124.146,41
4/0740/2143/046	Conduite d'eau vers CC Ehlerange	46.265,25	45.005,88
4/0750/2001/002	Campagne d'économie d'énergie	102.806,20	94.684,99
4/1012/2133/005	Evacuation eaux rue de la fontaine Soleuvre	76.846,99	63.780,20
4/1160/2135/001	Sentiers Pédestres, Educatifs et Pistes Cyclables (Frais d'études + devis Naturléierpad)	44.000,00	59.018,94
4/1212/2133/056	Aménagement Chemin Rouge entre rue de l'Electricité et rue Jean l'Aveugle	1.405.968,78	1.436.874,5
4/1212/2133/059	Aménagement rue Emile Mayrisch	1.502.000,00	1.175.321,80
4/1212/2133/073	Voie d'accès pour camions au CORKS	48.000,00	28.686,87
4/1212/2133/076	Extension réseaux Sudgaz et antenne collective rue Pierre Frieden	140.000,00	85.997,06
4/1212/2133/077	Voie d'accès CC Ehlerange	412.467,66	406.483,06

Vote unanime

8. Etat des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2007.

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des restants à poursuivre:	63.347,53 €	3.334,50 €
Total des décharges proposées:	4.981,47 €	917,21 €

Vote unanime

PERSONNEL - CIPA

9. Création d'un poste d'électricien (m/f) avec CATP à durée indéterminée et à plein temps au CIPA à Soleuvre, sous le statut de l'ouvrier bénéficiant du CCT-SAS, carrière OUI.

Vote unanime

10. Allocation d'une prime de responsabilité de 60 points au chargé de direction du CIPA suivant l'article 27 du CCT-SAS à partir du 1 juillet 2008.

Vote(s) positif(s): 12	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Conter Raymond, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Rings Robert, Sunnen Fred,	Hoffmann Armand, Schroeder Nico

PERSONNEL - ENSEIGNEMENT

11. Prise de connaissance de la répartition provisoire des classes de l'enseignement pour l'année scolaire 2008/2009.

COMMISSIONS CONSULTATIVES

12. Modification de la composition des commissions consultatives.

Commission de l'environnement:

- démission de M. Brendel Jos comme membre suppléant (Gaardefrënn)

Vote unanime

DIVERS

13. Approbation de la composition de la commission des loyers.

Président	Georges Engel
Suppléant du président	Mandat vacant
Assesneur - bailleur	Armand Wallig
Suppl. assesneur-bailleur	Mandat vacant
Assesneur - locataire	Henri Fonck
Suppl. assesneur-locataire	Mandat vacant
Secrétaire	Luc Theisen

Vote unanime

14. Adhésion de la commune de Roeser au syndicat 'SICONA-Ouest'.

Vote unanime

15. Règlements de circulation.

- a) Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation prise d'urgence par le collège échevinal dans sa séance du 2 juin 2008 concernant les travaux de mise en conformité et de transformation du centre sportif Roger Krier à Soleuvre;
- b) Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation prise d'urgence par le collège échevinal dans sa séance du 9 juin 2008 concernant les travaux de raccordement à la canalisation de la résidence n°2 rue Prince Jean à Soleuvre;
- c) Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation prise d'urgence par le collège échevinal dans sa séance du 9 juin 2008 concernant les travaux de raccordement à la canalisation de la maison N°185 rue Aessen à Soleuvre;

Vote unanime

16. Questions et divers.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ENSEIGNEMENT

17. Nomination de la dame ENTRINGER-MAZZI Laurence, institutrice dans l'enseignement primaire de la commune de Sanem, dans l'enseignement spécial à partir de l'année scolaire 2008/2009.

Mme Entringer-Mazzi est nommée comme institutrice dans l'enseignement spécial.

18. Nomination du personnel enseignant dans l'enseignement préscolaire

- a) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école de Sanem

Est nommé:
Mme Sassel Martine

19. Nomination du personnel enseignant dans l'enseignement primaire

- a) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école Scheuerhof

Est nommé:
Scheiwen Cheryll

- b) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école de Sanem

Est nommé:
Giacomini Caroline

- c) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école d'Ehlerange

Est nommé:
Stors-Ruebrecht Nadja

- d) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école Chemin Rouge

Est nommé:
Kirps Jen-Joseph

- e) un poste définitif d'instituteur m/f à l'école Belvaux-Poste

Est nommé:
Stoltmann Anna

INDIGENAT

20. Options et naturalisations.

Avis favorable

Gemeinderatssitzung Sanem vom 13. Juni 2008

Zwischen Raumvision und Realität

Mit der räumlichen Entwicklung und dem damit verbundenen Projekt „Raumvision Südregion“ hat sich der Gemeinderat Sanem in seiner Sitzung vom 13. Juni beschäftigt. Außerdem wurde die Klassen- aufteilung des Schuljahres 2008/2009 vorgelegt. Die eigentliche Schulorganisation wird in der kommenden Gemeinderatssitzung vorgestellt und abgestimmt.

BELES

Bevor Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Sitzung eröffnete, wurden zunächst die beiden neuen Beamten der Gemeindeverwaltung, Norma Lemaire sowie Romain Jungers, vereidigt.

Danach ging Georges Engel zur Tagesordnung über und informierte hierbei als erstes über Neuerungen. So teilte er beispielsweise mit, dass die technische Abteilung in den vergangenen Wochen teilweise neuorganisiert worden sei, und dass in Folge dessen eine eigene Elektriker- sowie auch eine Anstreicher- abteilung eingerichtet worden seien, um Aufgaben zu



Im Beisein des Gemeindesekretärs Luc Theisen (Bildmitte) wurden Norma Lemaire und Romain Jungers von Bürgermeister Georges Engel (l.) vereidigt

übernehmen die bislang von externen Firmen betreut wurden. Es sei letztendlich günstiger, dafür die eigene Leute zu beschäftigen, begründete der Bürgermeister die Einrichtung. Ebenfalls Veränderungen werde es zudem bei den Hausmeistern geben, fügte Georges Engel hinzu. Diese sollen zukünftig im Team arbeiten.

Insgesamt seien sieben Arbeiter eingestellt worden, sagte der Bürgermeister, und betonte, dass bei der Ausschreibung, auf die sich insgesamt 150 Bewerber gemeldet hätten, Wert darauf gelegt worden sei, dass möglichst nicht-qualifizierte Anwärter zum Zug kommen. Damit werde der sozialen Verantwortung der Gemeinde Rechnung getragen, fügte er hinzu, da unqualifizierte Arbeiter es auf dem Arbeitsmarkt ansonsten schwer hätten, einen Job zu finden.

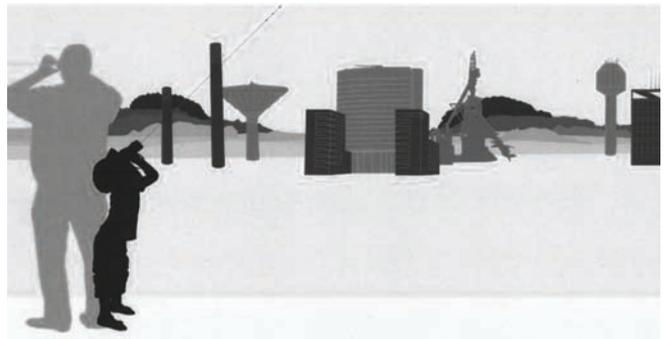
Des Weiteren wies der Bürgermeister noch darauf hin, dass die in der vergangenen Sitzung beschlossene Anpassung der Wassergebühren für das Jahr 2009 aufgeschoben werden könnte, sollte das Wassersyndikat SES seine Preiserhöhung ebenfalls um einige Monate verschieben.

WEG VOM KIRCHTURMDENKEN

Mit dem Projekt „Raumvision Südregion“, präsentiert von dem dafür zuständigen Mitarbeiter der Verwaltung ging es dann weiter. „Es könnte sein, dass wir hier ungewöhnliche Sachen sehen“, kündigte Georges Engel den Punkt an, verwies aber darauf, dass es zunächst nur ein Gedankenspiel sei, das aber durchaus wegweisend sein könne.

Ansatzpunkt der „Raumvision“ ist die unverwechselbare Topografie der Südregion. Dabei sollen Stadtlandschaftscharaktere nicht deckungsgleich mit den Gemeindeterritorien sein, sondern sich an den Landschaften und Ortschaften orientieren.

Jede Gemeinde soll mit ihren spezifischen Qualitäten ein eigenes Profil entwickeln und dabei wiederum in ein Gesamtbild eingebettet sein, das die Potenziale der Region zeigt. Eine Grundannahme der „Raumvision“ ist die, dass alle Gemeinden am Wachstum partizipieren, aber dabei ihren eigenen Charakter bewahren.



Beim Projekt „Raumvision Südregion“ handelt es sich zunächst um ein reines Gedankenspiel, das aber durchaus wegweisend sein könnte

„Wir wissen natürlich, dass Sanem nie zu einem Geschäftszentrum der Südregion werden wird“, sagte der Bürgermeister, „doch das wird ja auch nicht angestrebt.“ Vielmehr gehe es darum, „von dem Kirchturmdenken weg zu kommen“, auch wenn man sich mit den zunächst abstrakt wirkenden Ansätzen der „Raumvision“ erst noch vertraut machen müsse.

DER WEIHER WIRD ZUM SPIELPLATZ

Von der Vision wechselte der Rat dann wieder zur Realität und damit zum Rathaus, wo es in der Vergangenheit Probleme mit der Heizung gegeben hatte und deshalb die Erneuerung der elektrischen Installation im Heizraum nötig ist. Einstimmig genehmigte der Rat die dafür veranschlagten 40.000 Euro, ebenso wie weitere 74.750 Euro für die Gestaltung eines neuen Spielplatzes im Foyer „Kannerbuerg“ in Zolver. Wie Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, soll dafür der nicht mehr genutzte Weiher auf dem Gelände umfunktioniert werden. Überdacht werden soll die Spielanlage zudem mit einem großen Sonnenschutz.

Um Kinder vor Stürzen in den Weiher zu schützen, wurde dieses ehemals als Löschteich genutzte Gewässer bereits in der Vergangenheit abgedeckt. „Auch wenn der Kostenpunkt ziemlich hoch ist, soll das uns jedoch nicht daran hindern, den Spielplatz zu bauen“, sagte Georges Engel. Letztlich erfülle der Weiher ohnehin keinen Zweck mehr. LSAP-Rat Raymond Conter verwies in diesem Zusammenhang auf eine nachhaltige Entsorgung des Teichwassers.



Der alte Spielplatz wird durch eine größere und modernere Anlage ersetzt

Mit 25.000 Euro, die, wie der Bürgermeister erklärte, bei der Aufstellung des Haushalts im Dezember nicht berücksichtigt worden seien, ging es dann weiter. „Dieses Geld wird jetzt dringend benötigt, um das Projekt zu starten“, sagte Georges Engel und meinte mit diesem Projekt den Umbau des Hauses Nr. 12 in der rue de la France in Beles, in dem eine Kinderbetreuung Einzug haben soll.

Fred Sunnen (CSV) sagte dazu, er sei bisher davon ausgegangen, dass hier keine Kindertagesstätte (Maison Relais) entstehen solle, und auch DP-Rat Armand Hoffmann teilte diese Auffassung, was wiederum den Bürgermeister verwunderte. „Das steht doch ganz klar in den Unterlagen und auch im Gemeinderat war das schon Thema“, sagte der Bürgermeister.

Nico Schroeder (ADR) hingegen meinte, dass es doch sinnvoller sei, das Gebäude als Archiv zu nutzen, worauf Georges Engel erklärte, dass diese Überlegung im Vorfeld durchaus berücksichtigt worden sei. „Ich denke jedoch, dass wir den Platzmangel im Archiv dahingehend in den Griff bekommen, dass die Daten zukünftig anders verwaltet werden“, ergänzte der Bürgermeister.



Der angrenzende Garten sei ideal für Kinder, so Georges Engel

Doch auch das Argument des Bürgermeisters, dass die Maison Relais aufgrund des angrenzenden Gartens für Kinder ideal sei und die Einrichtung

somit sicherlich „ihre Existenzberechtigung“ habe, vermochte nicht alle Ratsmitglieder zu überzeugen.

Und so wurden die 25.000 Euro für das Projekt ohne die Stimmen von CSV, DP und ADR auf den Weg gebracht. Die anschließende Verteilung von Zuschüssen an Vereine und Organisationen wurde jedoch einstimmig beschlossen.

Hier verwies José Piscitelli (LSAP) darauf, „dass wir irgendwann beschlossen haben, nicht mehr alle Anträge zu unterstützen, sondern nur noch jene, die mit unserer Gemeinde tatsächlich auch etwas zu tun haben“.

ZAHLUNGSMORAL LÄSST ZU WÜNSCHEN ÜBRIG

Mit einer Übersicht dessen, was in der Vergangenheit an größeren Projekten auf den Weg gebracht wurde und inwieweit dabei die Kostenvoranschläge letztlich auch eingehalten wurden. Hier erklärte Georges Engel, dass die Kosten im Großen und Ganzen eingehalten worden seien. Lediglich beim Plan zur städtischen Entwicklung seien die Kosten aus vorher nicht absehbaren Gründen deutlich höher ausgefallen als im Vorfeld veranschlagt. Ohne Einwände wurde dieser Punkt verabschiedet. Dann bot Germain Fisch, Gemeindeeinnahmer, einen Überblick über das, was aus Sicht der Kommune weniger erfreulich ist: der Restanenetat. So wurden mit dem Abschluss des Haushaltsjahres 2007 insgesamt rund 63.400 Euro im ordentlichen und knapp 3.350 Euro im außerordentlichen Haushalt an offenen Rechnungen registriert, die gegenüber der Gemeinde nicht beglichen worden seien.

Allerdings müsse bei diesen Zahlen der Umstand beachtet werden, dass Außenstände zum Teil in anderen Haushaltsposten mit berücksichtigt seien, erklärte Germain Fisch. Die mitunter fehlende Zahlungsmoral sei ein Problem, das so einfach nicht zu beseitigen sei, erklärte Germain Fisch.

Verwundert darüber, dass auch von einigen bekannten Firmen Rechnungen noch nicht beglichen worden seien, zeigte sich auch Fred Sunnen, der mit dem Bürgermeister einer Meinung war, dass solche Firmen bei zukünftigen Auftragsvergaben nicht berücksichtigt werden sollten.

„Es ist klar, dass Firmen, die ihre Steuern nicht bezahlen, nach Möglichkeit auch keine Aufträge mehr bekommen“, sagte Georges Engel.

Trotz der Außenstände sei der Schöffenrat mit der Arbeit der Gemeindegasse aber dennoch sehr zufrieden, resümierte der Bürgermeister, bevor der Gemeinderat einstimmig den Restanenetat absegnete.

PRÄMIE FÜR POSTEN, NICHT FÜR PERSON

Bei den darauf folgenden Abstimmungen über Personalangelegenheiten gab es jedoch Diskussionsbedarf und schließlich unterschiedliche Auffassungen. So stieß zwar die Schaffung eines Elektrikerpostens im Cipa in Zolver auf offene Ohren, jedoch nicht der von Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) vorgetragene Entwurf zur Zuweisung einer zusätzlichen Prämie für den zukünftigen Cipa-Direktionsverantwortlichen.

Während der Schöffe die Prämie dahingehend rechtfertigte, dass mit der Aufgabe eine hohe Verantwortung verbunden sei, äußerte DP-Rat Armand Hoffmann wenig Verständnis dafür, dass bereits eine Prämie genehmigt werde, bevor die betreffende Person die Arbeit überhaupt aufgenommen habe. Und auch Nico Schroeder meinte dazu, man solle doch erst abwarten, ob der Bewerber den Anforderungen auch tatsächlich gerecht werde. „Wenn der Mann nicht der Richtige ist, dann werden wir daraus schon die notwendigen Konsequenzen ziehen“, erwiderte hingegen Bürgermeister Georges Engel, doch ändere das nichts an der Prämie. „Wir setzen hier eine Prämie auf den Posten und nicht auf die Person“, fügte er hinzu.

Mit den Stimmen von LSAP, CSV und Déi Gréng sowie den zwei Enthaltungen von DP und ADR wurde diese Prämie schließlich dennoch beschlossen.

Anschließend wurde die Klasseneinteilung der Primärschulklassen vorgestellt. „Es ist für uns noch zu früh, um die Schulorganisation endgültig zu beschließen“, da noch einige Punkte offen seien, sagte Schöffe Robert Rings (Déi Gréng), und deshalb werde der Schöffenrat diese erst in der kommenden Sitzung zur Abstimmung vorlegen. Dennoch wurde über Teilbereiche der Organisation informiert und beraten. Hier verwies Robert Rings auf den guten Ruf der Schulen der Gemeinde



In der Rue de la Gare verstehen manche Autofahrer nicht, dass sie sich in einer Tempo-30-Zone befinden

Sanem. Dies zeige auch die hohe Zahl an Bewerbern für die offenen Lehrstellen.

Fred Sunnen forderte mehr Details in den Sitzungsvorlagen, was nach Auffassung des Schöffen Robert Rings prinzipiell möglich, in der Praxis aber aufgrund der einheitlichen Vorlagen des Ministeriums nicht immer machbar sei.

Mit Änderungen in einzelnen Kommissionen sowie der einstimmigen Zustimmung zum Antrag der Gemeinde Roeser, in das Gemeindesyndikat „Sicono-West“ aufgenommen zu werden, näherte sich die Sitzung nach zwei Stunden dem Ende des öffentlichen Teils. Hier wurden abschließend noch Änderungen und Neuerungen in der Verkehrsregelung einstimmig beschlossen. Rat Armand Hoffmann regte zudem an, in der rue de la Gare das Einhalten der Tempo-30-Zone besser zu überwachen, da dort viele Verkehrsteilnehmer zu schnell unterwegs seien. Das liege zwar nicht in der Zuständigkeit der Gemeinde, allerdings werde er das

Im nicht-öffentlichen Teil standen Personalentscheidungen zu den Schulen sowie Optionen und Einbürgerungsgesuche auf der Tagesordnung.



Commune de Sanem